



# ***La priorité du gouvernement, c'est de servir les patrons, pas l'Éducation !***

Tract édité par le NPA de l'agglomération de Rouen

décembre 2014

**U**n peu partout en France, dans les banlieues des grandes villes ou des zones rurales pauvres, les personnels de collèges, d'écoles et les parents d'élèves sont mobilisés pour protester contre la refonte de la carte de l'Éducation prioritaire. L'Éducation prioritaire, c'était, selon les dires du gouvernement, une de ses grandes priorités. Encore une promesse reniée du gouvernement. Car tout le monde sait en effet ce qu'il est advenu des 60 000 postes qui devaient être créés dans l'Éducation en cinq ans selon le candidat Hollande. A mi-mandat, le gouvernement reconnaît lui-même n'en avoir créé que 3 856. Un pansement sur une jambe de bois !

## **Des économies sur le dos des plus pauvres**

Jusqu'à présent, le classement en éducation prioritaire signifiait pour les établissements scolaires situés dans les quartiers les plus populaires la possibilité de revendiquer et d'obtenir des moyens supplémentaires. Moyens certes de plus en plus réduits au fil des années mais, qui permettaient malgré tout de maintenir des effectifs de classes moins chargés, davantage d'enseignants et de personnels de surveillance ou de service, absolument indispensables dans des situations de plus en plus précaires pour les enfants, dont les parents sont frappés par le chômage et la misère. Et bien c'est encore trop pour le gouvernement dans sa recherche avide d'économies budgétaires.

## **« Touchez pas à nos ZEP ! »**

C'est le slogan de toutes celles et ceux qui ne veulent pas laisser faire le gouvernement, dont la volonté est de s'attaquer à toute l'Éducation nationale, aussi bien pour en réduire le budget

que pour casser le statut des enseignants afin de les rendre plus malléables et corvéables qu'ils ne sont. C'est pour cela que la mobilisation actuelle est cruciale pour tenter de stopper un des mauvais coups de la politique de Hollande et de Valls, parmi tant d'autres. Et si tous les enseignants, tous les parents d'élèves s'y mettaient tous ensemble, cela donnerait plus de chances au mouvement de gagner.

## **Y en a marre de reculer !**

Ce n'est pas seulement l'avenir des enfants et les conditions de travail des enseignants qui sont attaqués. Licenciements, précarité : c'est ce que vivent beaucoup d'entre nous pour garantir les profits des capitalistes. Coupes budgétaires et casse des services publics, baisse des retraites et allocations, hausse de la TVA : c'est ce que nous impose l'État. Sans parler du racisme et des discriminations que nous sommes nombreux à subir. La violence sociale, c'est le quotidien de millions d'entre nous. Malgré cela, les directions des grandes organisations syndicales sont aux « abonnés absents » ou passent le plus clair de leur temps à négocier de nouveaux reculs sociaux. Aucune perspective de lutte d'ensemble proposée pour rassembler la somme des colères accumulées. Ce serait pourtant la seule chose à faire pour que la peur change de camp.

Dans les ZEP, les enseignants ont su prendre leur mobilisation en main et ont dans certains établissements, voté la grève reconductible pour pouvoir mieux s'organiser, de contacter les parents et de les associer à leur mouvement, de commencer à mettre en place des formes de coordination, à l'échelle d'une ville ou d'un département, d'exercer leur pression sur leurs syndicats.

Une méthode à imiter... tous ensemble !

---

**Prenez contact avec le NPA de Rouen : [correspondance@npa76.org](mailto:correspondance@npa76.org)  
ou écrire à Npa 40 rue des Murs St Yon – 76100 Rouen – tel : 02 35 63 32 02**

---

## Contre la répression anti-syndicale à La Poste

■ arrêt des poursuites contre les militants syndicaux !

■ levée de toutes les sanctions disciplinaires !

■ respect des libertés syndicales !



# Rassemblement mercredi 17 décembre

à 18h30 face au Ministère des Finances

(M) Bercy (L.6 ou L.14)

Le collectif du 92 contre la répression à La Poste appelle à un rassemblement contre la répression anti-syndicale le 17 décembre prochain à 18h30 devant le Ministère de l'Economie à PARIS Bercy (Ministère de tutelle de La Poste).

Le but est d'interpeller le gouvernement, seul patron aujourd'hui de La Poste, afin qu'il fasse cesser la politique répressive de celle-ci à l'encontre des postiers grévistes et des militants syndicaux.

Effectivement, depuis plusieurs années maintenant, la direction de la Poste s'est lancée dans une politique systématique de répression des grèves et de l'expression syndicale sous toutes ses formes. Aujourd'hui, encore 4 syndicalistes subissent des procédures de licenciement ou de révocation suite à la grève départementale des Hauts-de-Seine. Ce chiffre s'alourdit si on regarde l'ensemble des procédures mises en œuvre par la direction suite à des mouvements sociaux (Cher, Corse, Isère, Loiret...) dans l'entreprise cette année.

La Poste ne semble connaître que la violence comme dialogue social.

Cette situation n'est malheureusement pas isolée : de nombreux militants syndicaux dans les entreprises et militants des associations et mouvements sociaux ont vu la répression s'accroître ces dernières années. Le gouvernement et le patronat veulent criminaliser le mouvement social. Il est important de construire, face à cela, une riposte unitaire la plus large possible des organisations et des militants, les premiers concernés.

## C'est ballot

En 2010, une grève de 66 jours avait secoué les Hauts-de-Seine contre les restructurations à Asnières, Clamart, Bois-Colombes et Chatillon. La direction avait licencié l'actuel secrétaire départemental du syndicat SUD 92. Licenciement qui avait été refusé dans un premier temps par l'inspection du travail. Revancharde La Poste avait attaqué la décision de l'inspection auprès du ministre du travail de l'époque Xavier Bertrand. Ce dernier avait refusé le licenciement également. Toujours aussi jusque-boutiste la direction avait engagé une longue procédure auprès du Tribunal Administratif pour attaquer la décision de l'inspection et du ministère. La décision du juge est tombée lundi 24 novembre... Et une nouvelle fois le licenciement a été refusé...

## L'esclavage non merci

Le banquier d'affaires millionnaire, ministre de l'économie, Emmanuel Macron, prépare une loi pour permettre aux commerces, presque partout, d'ouvrir le dimanche (12 par an !), et pour des « lieux de consommation exceptionnelle » jusqu'à minuit en semaine. Plus crapuleux encore : les entreprises de moins de 20 salariés seraient « dispensées de verser des compensations salariales ». Pour le gouvernement PS-Medef, les travailleurs doivent être corvéables à merci.

Mensonge habituel : les salariés devraient être « volontaires ». Des milliers de salariés du commerce et des grands magasins ont défilé le 14 novembre pour lui dire ce qu'ils pensent de ce soi-disant volontariat, contre le travail du dimanche, et contre les bas salaires, qui forcent beaucoup de salariés à accepter les chantages des patrons.

## Autoroutes : derrière l'écran de fumée

On se souvient du coup de gueule du gouvernement contre les sociétés d'autoroutes qui s'enrichiraient sur notre dos, et on allait voir ce qu'on allait voir ! eh bien on a vu : l'Etat prévoit de prolonger les contrats de concession pendant quelques années : les sociétés empocheraient 14,7 milliards d'euros, pour ...3,2 milliards d'investissements, soit 4,5 euros récoltés pour un 1 euro dépensé ! Qui dit mieux ? Pas étonnant que le taux de profit net de ces pompes à fric soit de 20 à 24% !